

# Global Electrification

## Newsletter: Géopolitique de l'Electricité

☞ Nos études se retrouvent sur  
[www.geopolitique-electricite.fr](http://www.geopolitique-electricite.fr)

Directeur de la Publication:

Lionel Taccoen

Tél : 0660469030

Rédactrice en chef :

Emma Legrand

### N° 38 - Géopolitique de l'Electricité – janvier 2014

Notre Newsletter « Géopolitique de l'Electricité » est la seule publication sur ce thème en langue française. Elle est mensuelle.

Nous n'avons aucun objectif militant. Nous ne cherchons pas à sauver la planète ni à promouvoir le nucléaire ou le solaire. Nous tentons d'approcher la vérité, en décrivant par des données objectives le passé proche et le présent des secteurs électriques et de leur contexte. Les nombreuses prévisions concernant 2020, 2035, voire 2050, ne nous intéressent que par leur cohérence, ou leur incohérence, avec les évolutions observées. Nos études sont inédites. Elles utilisent les données provenant directement des acteurs du terrain : réseaux de transport, compagnies d'électricité, rapports officiels nationaux ou internationaux, associations professionnelles ou ONG.

☞ Vous pouvez recevoir notre Newsletter « Géopolitique de l'Electricité » par simple demande par E-mail à [geopolitique.electricite@gmail.com](mailto:geopolitique.electricite@gmail.com)

## Ethiopie : le décollage par l'hydroélectricité

La guerre pour les eaux du Nil n'aura pas lieu. Isolée et affaiblie, l'Egypte va devoir renoncer à ses droits exclusifs issus de l'époque de la colonisation. Menacé par des ONG occidentales de défense de l'environnement, le grand programme de barrages éthiopiens a trouvé un solide allié : la Chine. Mené avec détermination et intelligence il progresse désormais résolument.

Un réseau interconnecté électrique va se mettre en place sur plusieurs pays, ce qui va modifier la géopolitique de l'énergie de la région.

Condition nécessaire, mais non suffisante, la croissance de la production d'électricité en Ethiopie a déjà autorisé une croissance économique à la chinoise. La mort a reculé avec un gain d'espérance de vie de plus de dix ans, et une division par deux de la mortalité infantile.

La mutation du pays s'amorce : implantation d'industries étrangères, création de PME locales, renaissance du chemin de fer de Djibouti (par les Chinois). Pour son décollage économique, autorisée par l'hydroélectricité, l'Ethiopie ne donnera aucun privilège à aucun pays. Toutes les entreprises étrangères sont les bienvenues. Alstom a obtenu le premier marché de turbines du gigantesque barrage Renaissance (puissance : plus de trois EPR).

L'Ethiopie, comme d'autres pays africains, est en train de passer de l'ère de l'aide au développement à celui des échanges commerciaux classiques. Ses nouveaux entrepreneurs attendent les nôtres.

Global Electrification

General Secretary: Lionel Taccoen

[taccoen.lionel@numericable.fr](mailto:taccoen.lionel@numericable.fr)

21, rue d'Artois - F-75008 Paris

## Ethiopie : le décollage par l'hydroélectricité

### I) Il y a vingt ans, un pays exsangue

L'Ethiopie, avec environ 90 millions d'habitants<sup>1</sup> (plus que l'Egypte) est aujourd'hui le second pays africain pour la population. Sa capitale, Addis Ababa est le siège de l'Union Africaine.

Perchés sur des hauts plateaux, avec des montagnes dépassant quatre mille mètres, les Ethiopiens ont toujours farouchement défendu leur indépendance et leurs valeurs. Contre l'Islam d'abord, puis contre les Portugais, sensés être venus à leur secours. Les habitants sont aujourd'hui aux deux tiers chrétiens, surtout orthodoxes<sup>2</sup>. Séparés géographiquement du reste de la Chrétienté dès le VIII<sup>ème</sup> siècle, ils gardèrent des contacts avec Byzance, la Grèce, l'Arménie et les Coptes égyptiens. La langue grecque fut, à travers les siècles, pratiquée par plusieurs princes et souverains. « Les contacts avec l'Eglise copte d'Egypte perdureront jusqu'en 1959, date à laquelle l'Eglise d'Ethiopie deviendra autocéphale, c'est-à-dire indépendante<sup>3</sup>. »

Le XX<sup>ème</sup> siècle fut agité. Jusque là jamais colonisé, le pays fut conquis, pendant cinq ans par l'Italie de Mussolini. Il en resta l'usage des pâtes. De 1974 à 1991, un dictateur communiste calamiteux, Mengistu, dirigea un pays secoué par des famines. <sup>4</sup> L'effondrement de l'URSS amena la cessation de l'aide militaire et la défaite de Mengistu.

#### **Meles Melawi, un homme d'exception.**

Meles Zenawi est né dans une famille chrétienne en 1955, dans ce qui était la Province de Tigray de l'Empire d'Ethiopie. Il abandonne ses études de médecine pour rejoindre le Front de Libération du Peuple du Tigray, d'obédience marxiste-léniniste. A la chute des régimes communistes, le Front abandonne cette référence idéologique (1991).

Meles Zenawi devient Président du Gouvernement de transition en 1991. Ensuite, il dirigera le pays comme Premier Ministre jusqu'à sa mort, le 20 août 2012. Du point de vue économique, Meles Zenawi a suivi une évolution comparable à celle des dirigeants chinois : il est devenu partisan de l'économie de marché, accompagnée de décisions volontaristes quant aux grandes infrastructures. On note qu'il tint à s'abonner au « *The Economist* ».

Il commença par accepter l'indépendance de l'Erythrée. Il dota le pays d'institutions solides, bases d'une démocratie parlementaire. Le régime est musclé et les opposants n'ont pas toujours la vie facile<sup>5</sup>. Néanmoins, on peut écrire que jamais au cours de son histoire le pays n'a connu de régime aussi peu répressif. Les dernières élections, en 2010, remportées brillamment par le Gouvernement en place ont été validées par la communauté internationale. Les élections précédentes, 2005, avaient été moins glorieuses pour le pouvoir, qui avait, quand même, gardé la majorité.

#### **L'Ethiopie en 1990.**

Meles Zenawi avait un but : tirer son pays de la misère en combattant la faim, les maladies et l'analphabétisme. Il s'adonna à cette tâche dès son accession au pouvoir. Malheureusement, il ne put éviter une guerre sanglante avec l'Erythrée (1998-2000) suite à des contestations de frontières par ce dernier pays. Après 2000, il put enfin lancer son pays dans une croissance économique vertigineuse.

<sup>1</sup> 93,8 millions d'habitants en 2012 d'après le portail de France-Diplomatie. Il s'agit d'estimation. Celle de notre diplomatie est en haut de la fourchette ...

<sup>2</sup> Un tiers de musulmans, 45% d'orthodoxes, 18% de protestants.

<sup>3</sup> Cf. « Grecs et Ethiopiens, une relation de plus de trois mille ans ». Christine Chaillot –« Espace Reine de Saba »

<sup>4</sup> Un million de morts en 1979, certes avec des causes naturelles mais aggravé par la politique du régime.

<sup>5</sup> Cf. Amnesty International, « Ethiopie : un lien avec le monde », 13/12/2013, le cas d'Eskinder, prisonnier politique.

En 1990, l'Ethiopie est un des pays les plus pauvres et arriérés de la planète. L'espérance de vie est de 47 ans, elle n'est égale ou plus basse que dans une quinzaine de nations dans le monde (sur 180). Le taux de mortalité infantile sur les cinq premières années était de 198 pour mille, ce qui confirmait la place de l'Ethiopie en queue de classement<sup>6</sup>. Le taux de scolarisation (primaire) était de l'ordre de 40%.

A cette époque, bénéficier de l'électricité était un privilège bien rare et réservé à certains habitants de grandes villes. Le pays disposait de capacités de production de 300 MWe, ce qui en Europe peut satisfaire une population de 300 000 habitants. A l'époque, il y avait déjà plus de 50 millions d'Ethiopiens. Autrement dit, la grande majorité des Ethiopiens, et beaucoup d'agglomérations, n'avaient pas accès à l'électricité. Avec toutes les conséquences imaginables pour l'alimentation ou les hôpitaux et centres de soins.

## II) La stratégie de croissance de Meles Zenawi : le choix de l'hydroélectricité

On s'aperçoit aujourd'hui que la croissance économique ne se décrète pas. Cependant, certaines conditions, sans être suffisantes, sont nécessaires. L'une d'elles est de disposer de sources d'énergie, si possible abondantes et bon marché. En 1990, l'Ethiopie est dépourvue de combustibles fossiles et, nous l'avons vu, ne possède qu'une capacité dérisoire de production d'électricité. Mais, potentiellement, le pays dispose de capacités énormes d'hydroélectricité. Les Hauts Plateaux Ethiopiens sont le château d'eau de la Corne Est de l'Afrique. Aménager les cours d'eau permettrait de disposer de 45000 MWe de capacité de production électrique. Soit les 2/3 du parc nucléaire français. Cela est largement suffisant pour permettre le décollage économique du pays, en lui fournissant l'énergie nécessaire et permettant même d'en exporter.

Le gouvernement Ethiopien a choisi une stratégie : pour combattre la misère, le pays doit se lancer dans une politique de croissance économique rapide. L'hydroélectricité fournira l'énergie de base. Ce plan sera mis en œuvre et appliqué avec détermination et une grande intelligence politique. Certainement décidée avant l'an 2000, cette stratégie va progressivement apparaître au grand jour

Ainsi, résumons la conférence de presse du 19 mars 2008 du Directeur Général de l'Ethiopian Electric Power Corporation (EEPCo)<sup>7</sup> Meheret Debebe<sup>8</sup>. Il annonce que six nouvelles centrales hydroélectriques, pour une capacité totale de 3000 MWe, sont en construction, ainsi que deux mille kilomètres de lignes de haute tension. Il rappelle que la couverture électrique du pays n'est que de 22% au moment où il parle. Le but est qu'elle passe à 50% cinq ans plus tard et que dans dix ans tout le territoire soit desservi. Il précise que 1700 localités sont en cours de raccordement au réseau. Il ajoute que des lignes de transport d'électricité sont en construction vers Djibouti et le Soudan, et que le projet d'une autre ligne, vers le Kenya est en cours d'élaboration. Il évoque la nécessité d'une interconnexion régionale des réseaux électriques, elle-même reliée aux autres réseaux africains et du Moyen Orient.

Tout est dans cette interview : l'électrification totale de l'Ethiopie, les lignes électriques pour exporter et la construction d'un réseau régional interconnecté. L'ensemble est basé sur un important potentiel hydroélectrique.

Pour réussir, l'Ethiopie devait remplir en même temps deux conditions:

- éviter un conflit ouvert avec l'Egypte.
- trouver les capitaux nécessaires.

<sup>6</sup> France aujourd'hui, moins de 3 pour mille pour les 5 premières années.

<sup>7</sup> A cette époque l'EEPCo est une entreprise étatique ayant le monopole du secteur électrique. Fin novembre 2013, a été annoncé une libéralisation de ce secteur.

<sup>8</sup> Rapporté par nazret.com

## L’Egypte est un don du Nil. Le Nil est-il un don de l’Ethiopie ?

Certes les géographes insistent sur un point : l’apport de l’Afrique centrale (Bahr El Gazal, les Grands Lacs) au Nil est capital pour sa régularité. Oui, mais la plus grande partie des eaux provient des hautes terres éthiopiennes. « On a pu définir avec précision la provenance des ressources du Nil : le cours d’eau est alimenté à 86% par les affluents de l’Est [provenant d’Ethiopie], soit 59% des eaux du fleuve par le Nil Bleu, 14% par le Sobat, 13% par l’Atbara. Le Nil Blanc représente 14% en provenance de l’Ouest [donc d’Afrique Centrale]<sup>9</sup>. »

Le pays recèle aussi des cours d’eau qui ne débouchent pas sur la mer. Ainsi la grande rivière Omo, dont la vallée est un des berceaux de l’humanité.

Le potentiel hydroélectrique le plus important se trouve néanmoins le long des affluents du Nil. De tout temps, les Egyptiens ont été fort nerveux quant à l’utilisation des eaux du Nil en amont de leur pays. On a pu écrire que l’Egypte se sent « un Etat hydro graphiquement dominé »<sup>10</sup>, 97% des eaux du pays proviennent du Nil, et l’apport propre égyptien est marginal.

Très tôt, l’Egypte va tenter de contrer cette dépendance par un verrouillage juridique lui donnant des pouvoirs exorbitants sur les eaux du Bassin du Nil. L’aboutissement sera en 1929, un accord entre Anglais et Egyptiens qui « marque la primauté des intérêts égyptiens et leur consécration de leur monopole sur les eaux du fleuve au mépris des souverainetés étatiques d’amont »<sup>11</sup>. Non seulement, l’Egypte doit donner son accord pour tout projet sur le bassin du Nil, mais ce pays peut entreprendre tout projet d’aménagement, y compris sur les territoires des Etats amont et sans leur consentement, sous la seule réserve d’une entente préalable « avec les autorités locales<sup>12</sup> ». En principe, le Traité ne s’appliquait qu’aux territoires sous influence britannique. L’Ethiopie, qui n’avait pas été consultée, s’est toujours considérée comme non concernée.

Que les autorités égyptiennes se soient accrochées à ce Traité colonial inéquitable et ignorant l’existence de nouveaux Etats indépendants jusqu’au début du XXI<sup>ème</sup> Siècle ne peut s’expliquer que par la certitude d’être restée la puissance régionale majeure. La seule modification acceptée fut une extension des droits du Soudan en 1959.

Aujourd’hui, depuis l’indépendance du Sud Soudan, douze Etats se partagent le Bassin du Nil. La plupart n’existaient pas en 1929. En 1999, fut créé l’Initiative du Bassin du Nil réunissant tous ces Etats<sup>13</sup> afin de mettre sur pied un nouvel accord. Dire que l’Ethiopie fut moteur dans ce processus est une évidence. L’Egypte traîna les pieds et les discussions menacèrent de s’enliser. Deux dates sont importantes :

### Le 14 mai 2010.

Le 14 mai 2010, quatre pays, la Tanzanie, le Rwanda, l’Ouganda et l’Ethiopie signèrent un projet de nouveau Traité, qui, naturellement mettait en cause la maîtrise égyptienne sur les eaux du Nil. Le Kenya, le Burundi et la République Démocratique du Congo devaient les imiter peu après. Comme l’annonça la Ministre de l’Eau kenyane, « rien ne nous arrêtera d’utiliser l’eau comme nous le souhaitons ». L’ennui pour les Egyptiens est, qu’à partir de six Etats signataires, le nouveau traité est juridiquement susceptible d’être mis en vigueur.

On a pu lire dans la presse égyptienne des commentaires cinglants sur l’attitude des négociateurs égyptiens. Ainsi Nabil Abdel-Fattah, du Centre d’Etudes Politiques et Stratégiques Al Ahram indique dans Daily News Egypt que « la structure politique et diplomatique égyptienne a un

<sup>9</sup> On se rapportera, par exemple, « Hydropolitique du Nil, du conflit à la coopération » par Edouard Boinet. L’Harmattan 2012. Ou a « Le Nil, l’Egypte et les autres » par Jacques Bethemont. Vertigo. Vol 4, n°3, déc.2003

<sup>10</sup> Frederic Julien, « Ressources hydriques et conflits interétatiques. » Institut Québécois des hautes études internationales.

<sup>11</sup> Jacques Bethemont op.cité.

<sup>12</sup> Jacques Bethemont op. Cité

<sup>13</sup> Sauf le Sud Soudan, qui a rejoint après son indépendance.

complexe de supériorité et considère [les autres pays africains] comme tout juste sortis du colonialisme ». En conséquence, les négociateurs furent « lents et sans dynamisme<sup>14</sup>. »

Ce même jour, le 14 mai 2010, le barrage de Tana, utilisant les eaux du Nil Bleu était inauguré. L'Éthiopie s'était permis de construire, sans l'aval de l'Égypte, une installation hydroélectrique d'une puissance notable, plus de 400 MWe.

Le Président Moubarak se montra fort mécontent. Il décida que, désormais, les questions liées aux eaux du Nil seraient du ressort d'Omar Suleiman, son homme fort et chef des services secrets et spéciaux, considéré comme le numéro 2 du régime<sup>15 16</sup>. Il protestera auprès de Silvio Berlusconi contre le rôle de l'entreprise italienne Salini, responsable du chantier du barrage de Tana. Ces protestations resteront vaines.

Le barrage du Lac Tana est de taille moyenne et son remplissage et ses fluctuations de débit ne peuvent avoir que des conséquences fort modestes sur le cours du Nil en Égypte, comme la presse égyptienne le releva à l'époque. Il n'empêche,

***A partir du 14 mai 2010, les prérogatives de l'Égypte sur les eaux du Nil ont été ignorées sur le terrain et officiellement contestées par un groupe d'États riverains.***

## **2 avril 2011. Le chantier du gigantesque barrage Renaissance est lancé.**

Avec le chantier du Barrage Renaissance, les conséquences potentielles pour l'Égypte sont bien plus importantes. Situé près de la frontière soudanaise sur le Nil Bleu (débit annuel en moyenne de plus de la moitié de celui du Nil), les travaux devraient être terminés vers 2017. Sur le site de l'Ambassade d'Éthiopie à Paris, on lit : « Le barrage Renaissance, perçu comme le pilier du développement de l'Éthiopie serait la plus grande centrale hydraulique en Afrique et la seconde au monde ». Ne discutons pas de son rang : une fois terminé l'ouvrage fournira plus d'électricité que trois réacteurs EPR type Flamanville. Évidemment, il faudra remplir l'énorme réservoir de retenue, ce qui est susceptible d'entraîner des variations notables de débit du Nil en Égypte.

Les responsables éthiopiens s'attendaient que l'annonce de ce chantier, auquel ils tiennent beaucoup (cf. le texte de l'Ambassade, le qualifiant de « pilier du développement ») provoque en Égypte des réactions violentes et jusqu'à des menaces de conflit armé.

Ils vont donc choisir avec soin la date de début des travaux. L'Histoire va leur venir en aide. En janvier 2011, la révolution arabe touche l'Égypte et le régime Moubarak apparaît comme menacé. Le Gouvernement Éthiopien décide de saisir l'occasion. Il choisit pour mener le chantier l'entreprise italienne Salini, très présente dans le pays pour ce genre d'ouvrage. Tout est préparé dans la plus grande discrétion. Le 11 février, Moubarak est chassé du pouvoir. L'armée prend l'Égypte en main, mais l'agitation persiste. Au Caire, les militaires ne parviennent pas à interdire les manifestations. Le 8 avril, un demi-million de personnes déferlent dans les rues. Le 14 avril, 20 gouverneurs sur 27 sont limogés. Le mois d'avril voit l'Égypte sans dessus dessous. Pour les Éthiopiens, le moment est idéal.

Le 2 avril 2011, en pleine tourmente au Caire, Meles Zenawi annonce et inaugure en même temps le chantier gigantesque du Grand Barrage Renaissance. Tout a été préparé précédemment dans le plus grand secret, le projet a été finalisé, les entreprises ont été choisies. La ronde des bulldozers commence immédiatement. Évidemment, Place Tahrir, au Caire, et au sein de l'armée égyptienne, on a d'autres chats à fouetter. Le Gouvernement Éthiopien, une fois le chantier démarré, va proposer d'ouvrir des discussions avec les pouvoirs égyptiens successifs. Il tente de démontrer que l'existence de ce gigantesque barrage n'aura pas de conséquences néfastes pour l'Égypte.

<sup>14</sup> Cf l'analyse de « News Ethiopian this week-79 » article, "Egypt moves Nile basin file to National Security

<sup>15</sup> Suleiman sera un éphémère vice président égyptien lors de la révolution arabe. Mort aux États Unis en 2012.

<sup>16</sup> Cf l'analyse de « News Ethiopian this week-79 » op.cité.



Cela n'empêche pas le Caire de tempêter. Le Président Morsi annonce « si une seule goutte du Nil est perdue, notre sang sera la seule alternative » (mi-juin 2013)<sup>17</sup>. Mais l'Egypte n'a toujours pas retrouvé sa stabilité. Quinze jours plus tard, Morsi est chassé du pouvoir.

Les Ethiopiens proposent en permanence le dialogue, mais ils ajoutent qu'un point est non négociable: le chantier du Barrage Renaissance doit être terminé dans les délais prévus. Ils réussissent un coup de maître : le Président soudanais Omar al-Bashir exprime son soutien au projet (le 8 mars 2012). Il confirme son accord le 4 décembre 2013<sup>18</sup>. La diplomatie éthiopienne a, avec soin, négocié avec les Soudanais qui recevront une part de l'électricité. L'Egypte est isolée. L'Ethiopie ne l'est pas. Il est clair que le Soudan ne veut pas de l'option militaire égyptienne. Il n'est pas le seul: le Président ougandais Museveni a répliqué sèchement aux exclamations guerrières du Président Morsi citées plus haut. En même temps les Etats-Unis restreignent leur aide à l'armée du Caire<sup>19</sup>.

Des discussions ont lieu actuellement entre Ethiopie, Egypte et Soudan. Le Soudan est décidé à rapprocher les points de vue des deux autres partenaires. A notre avis, les discussions aboutiront, le barrage sera terminé dans les délais et les Egyptiens, qui n'ont pas le choix accepteront la construction. Déjà l'un de leurs responsables a annoncé que l'ouvrage peut être géré « en garantissant les intérêts de chacun<sup>20</sup>. » Les Ethiopiens mettront sur pied un fonctionnement de l'ouvrage qui amènera un minimum de désagrément pour le Caire. En régime de croisière, le barrage ne devrait pas influencer sur le débit du Nil : l'eau n'est pas consommée. Le problème est le remplissage initial de l'énorme lac de retenue.

Fin 2013, le chantier, officiellement financé par l'Ethiopie seule, se porte bien. On lira avec intérêt la visite d'un journaliste de Jeune Afrique (4 septembre 2013<sup>21</sup>). Alstom a obtenu la commande des premières turbines et alternateurs<sup>22</sup>. La Banque chinoise China Exim Bank débloque un prêt de 750 millions de \$ pour que la China Electric Power Equipment and Technology installe les lignes à haute tension<sup>23</sup>.

***La guerre des eaux du Nil n'aura pas lieu. Les prérogatives de l'Egypte sur les eaux du Nil sont mortes. De nouveaux accords entre Etats souverains vont remplacer, pour le bien de tous, des textes coloniaux totalement obsolètes.***

## **Trouver les capitaux. Le choc avec les ONG occidentales de défense de l'environnement. La Chine à la rescousse.**

Rappelons qu'en l'an 2000, l'Ethiopie ne disposait que de deux centrales hydroélectriques de faibles puissances (130 et 150 MWe). Les deux premières réalisations de l'ère de Meles Zenawi furent les barrages de Tis Abbay II sur le Nil Bleu et Gilgel Gibe I sur le fleuve Omo. Le premier était d'une taille trop faible pour inquiéter les Egyptiens (74MWe) et le second (184MWe) fut construit sur une rivière qui ne se jette pas dans le Nil. Terminés en 2001 et 2004, ils reçurent des aides financières européennes, dont française pour Tis Abbay. La Banque Mondiale débloqua un prêt de 200 millions de \$ pour Gilgel Gibe I.

En 2005, le Gouvernement éthiopien publia un ambitieux plan d'électrification de 25 ans, qui provoqua une forte opposition de défenseurs de l'environnement agissant dans le cadre d'ONG essentiellement occidentales. Le document le plus caractéristique est le Rapport « The Gilbel Gibe

<sup>17</sup> Cf. Le Monde du 19juin 2013. « Guerre des eaux sur le cours du Nil » par Charlotte Bozonnet ;

<sup>18</sup> Dépêche agence Xinhua.

<sup>19</sup> Pour d'autres raisons, les Etats Unis n'apprécient pas la répression menée contre les partisans de Morsi.

<sup>20</sup> Déclaration de Mohamed Abdel Moteleb, Ministre égyptien des Ressources en Eau et de l'Irrigation, 22/12/2013, Daily News Egypt.

<sup>21</sup> « Ethiopie, le plus grand barrage d'Afrique sort de terre » 4/9/2013, par Pierre Blaise Jeune Afrique

<sup>22</sup> Communiqué d'Alstom 7/1/2013, contrat de 250 millions d'euros.

<sup>23</sup> Dans ce domaine, la technique chinoise est en pointe dans le monde.

### **Global Electrification**

General Secretary: Lionel Taccoen

[taccoen.lionel@numericable.fr](mailto:taccoen.lionel@numericable.fr)

21, rue d'Artois - F-75008 Paris

Affair »<sup>24</sup> qui s'attaqua à la construction d'un second ouvrage sur le fleuve Omo, Gilbel Gibe II (420 MWe).

***Le texte est un véritable réquisitoire contre la politique du Gouvernement éthiopien. Au-delà de la simple défense de l'environnement, il met en cause le choix fondamental du pays de se servir du potentiel hydroélectrique pour son décollage économique (besoins internes et exportation).***

Le document était émis par deux organisations, CEE Bankwatch (ONG européenne) et « La Campagna per la Riforma della Banca Mondiale » (ONG italienne). Il est soutenu par nombre d'autres ONG, ainsi International Rivers (USA), les Amis de la Terre (branche française), Urgewald et Weed (Allemagne), ENDS (Pays Bas), Bretton Woods Project (Royaume Uni)...

L'action de ces ONG fut tous azimuts et elle obtint des résultats. La Banque Européenne d'Investissements multiplia les conditions, puis finalement se retira. La Banque Mondiale s'abstint également de soutenir ce projet Gibe II. Le Gouvernement italien, attaqué en justice, et qui avait aidé au premier barrage sur l'Omo, se tint à distance. La Commission européenne fut interpellée au Parlement de Strasbourg. La Banque Africaine de Développement, elle-même devint réticente. Dans ce dernier cas, l'opposition égyptienne a pu jouer. Bref, le programme de développement de l'hydroélectricité éthiopien risquait bel et bien d'être stoppé.

### **La colère de Meles Zenawi et l'appui décisif des Chinois.**

L'action des ONG occidentales mettant en cause la politique d'un Etat souverain et s'y ingérant, ne pouvait que provoquer l'indignation du Gouvernement Ethiopeien extrêmement sourcilieux sur le plan de son indépendance. On notera, détail qui a échappé aux responsables des ONG : leur nationalité recoupait assez bien celle des pays, qui, en 1885, à Berlin, s'étaient partagé l'Afrique<sup>25</sup>.

La colère de Premier Ministre Meles Zenawi fut mémorable : « [les ONG occidentales] ne veulent pas que l'Afrique se développe, elles veulent que nous restons sous-développés et arriérés pour servir de musée à leurs touristes. » (août 2010).

Puis il annonça que le programme hydroélectrique continuerait, sur seuls crédits éthiopiens s'il le fallait. Mais il avait déjà trouvé d'autres financements : les Chinois. Il est bien difficile de connaître l'exacte implication financière de l'Empire du Milieu en Afrique. L'ONG « Probe International » avoue sa perplexité : « Les analystes de la Banque Mondiale [estiment] que l'on connaît mal la valeur des investissements chinois dans les infrastructures en Afrique ». Officiellement les Chinois ont prêté 40 millions de \$ pour le barrage éthiopien sur le Tekeze<sup>26</sup>, affluent de l'Atbara (Bassin du Nil). Or, des sources taïwanaises indiquent que l'ouvrage a été *entièrement* financé par Pékin (224 millions de \$)<sup>27</sup>. Aujourd'hui, malgré l'obstruction des ONG occidentales le barrage Gilgel Gibe II fonctionne et le suivant, Gilgel Gibe III toujours sur la rivière Omo, est en cours d'achèvement. La puissance de ce dernier (1870 MWe) sera plus importante que celle de l'EPR de Flamanville. Son coût est estimé à 1,5 milliards de \$, dont, officiellement, un prêt chinois de 470 millions pour les turbines et composants électriques qui seront fournis par Dongfeng, une énorme firme industrielle chinoise (actuellement en pourparler pour entrer au capital de Peugeot).

***Les Chinois ont certainement permis au plan hydroélectrique éthiopien, menacé par des ONG occidentales, de continuer normalement. Ils sont experts en hydroélectricité et développent chez eux le plus grand parc de barrages au monde. Ils sont très compétents également pour les lignes à très haute tension transportant l'électricité sur de longue distance. Dans ces deux domaines, ils sont à la pointe de la technique mondiale.***

<sup>24</sup> «An independent study about the Gilbel Gibe hydroelectrical projects in Ethiopia » 2008.

<sup>25</sup> En 1885, sous la Présidence de Bismarck, pays Européens et Etats Unis ont décidé de l'avenir de l'Afrique en la dépeçant.

<sup>26</sup> Le plus haut barrage d'Afrique mis en service fin 2009.

<sup>27</sup> Cf. Probe International 23/11/2009 ;

***Nous pensons qu'en contribuant largement à l'exploitation hydroélectrique des hauts plateaux éthiopiens, les Chinois seront prêts, le jour venu, à passer au Bassin du fleuve Congo, au potentiel encore plus gigantesque.***

Il a bien fallu que les Institutions financières occidentales, pour garder une présence dans le système électrique éthiopien, prennent acte de la continuation du programme et se résignent à y contribuer. D'autant plus que le programme éthiopien va structurer le secteur électrique de la Corne de l'Afrique (voir ci-dessous). Ainsi la Banque Mondiale a dégagé des fonds pour la ligne à haute tension qui exportera vers le Kenya une partie de l'électricité de Gilgel Gibe III, barrage qu'elle a refusé de financer.

### **III) L'impact en Ethiopie : le décollage.**

#### **Une croissance à la chinoise.**

Aux obsèques de Meles Zenawi (août 2012) le Président Ougandais, Museveni a fait son éloge et a rappelé que sous sa direction le parc électrique éthiopien est passé « de 300 à 2100 MWe ». Certes, cela n'a pas suffi pour lancer l'Ethiopie sur la voie de la croissance économique, *mais cette croissance n'aurait pas eu lieu sans cette apport d'électricité.*

Les autorités éthiopiennes chiffrent le taux de croissance économique du pays à plus de 10% par an de 2005 à 2011, le FMI à 7-8%. Peu importe, l'impact remarquable de la politique de Meles Zenawi s'affiche dans les chiffres. *Le taux de croissance éthiopien est l'un des plus élevés au monde.*

Reprenons les grandes données démographiques de 1990 données en début de notre étude. Les chiffres suivant proviennent de l'UNICEF<sup>28</sup>, on les retrouvera dans les données des Nations Unies, et par l'organisme statistique éthiopien.

L'espérance de vie est passée de 47 à 59 ans de 1990 à 2011.

Le taux de mortalité infantile (pour les cinq premières années) est tombé de 198 pour mille à 77 pour mille de 1990 à 2011. Ces chiffres pour l'Ethiopie de 2011 sont comparables à ceux de la France entre les deux guerres mondiales.

Le taux de scolarisation net pour le primaire est en 2011 de 85% pour les garçons et 80% pour les filles (contre 40-45% en 1990). Le taux net pour le secondaire est de 16%, égal pour les deux sexes.

Ces chiffres balaient l'affirmation trouvée ça et là, suivant laquelle la croissance économique éthiopienne n'a favorisé que des privilégiés. Une source indépendante, Helen Clark<sup>29</sup>, première femme Administrateur du Programme des Nations Unies pour le Développement, confirme ce point de vue<sup>30</sup>.

Il reste beaucoup de travail à faire. Le ¼ de la population souffre toujours de carences alimentaires et 44% des enfants ont un poids inférieur à la normale (chiffres pour 2007/2011), 29% une insuffisance pondérale modérée ou grave. Le taux de mortalité maternelle reste très élevé, 680 pour 100000 en 2007-2011. En France, il est de l'ordre de 10. La faim n'est pas disparue d'Ethiopie, mais l'amélioration est importante et incontestable. On remarquera que le pouvoir ne cache ni ces chiffres, ni les difficultés. Fin 2013, un nouveau problème est apparu, l'expulsion par l'Arabie Saoudite de cent vingt mille travailleurs émigrés éthiopiens dans des conditions lamentables<sup>31</sup>. Nous n'avons noté aucune protestation d'ONG occidentales.

#### **Les signes du décollage industriel.**

<sup>28</sup> UNICEF, Statistiques Ethiopie.

<sup>29</sup> Précédemment Première Ministre travailliste de Nouvelle Zélande.

<sup>30</sup> Cf. Communiqué de presse PNUD 8/12/2011.

<sup>31</sup> Voir RFI, 26/11/2013. Avec chasse à l'homme et quelques Ethiopiens tués.



Le Groupe chinois Huajian a ouvert en janvier 2012 une usine de chaussures près d'Addis Ababa. Elle employait début 2013 six cents personnes. Le 23 avril, la Vice Présidente du Groupe (25 000 employés en Chine), Helen Hai indiquait sa stratégie à Elissa Jobson, du quotidien britannique *The Guardian*<sup>32</sup>. « Nous ne sommes pas du tout ici pour diminuer nos coûts de 10 à 20%. Notre but est, en dix ans, de créer un grand centre de fabrication de chaussures exportant en Europe et aux Etats-Unis ». L'objectif est d'employer 30 000 personnes d'ici 2022. Avec les emplois induits, 100 000 Ethiopiens travailleront directement ou indirectement pour la firme. Tous les composants viendront d'Ethiopie, et le personnel sera formé sur place. Les investissements seront de 2 milliards de \$. Nous ajouterons que le Groupe Huajian n'est pas le seul à travailler dans la chaussure aujourd'hui à Addis Ababa.

Comme d'autres, il s'est installé dans la zone industrielle de Dukem, à 30 km au sud d'Addis Ababa, que les Chinois ont construit pour accueillir, entre autres, des implantations de multinationales. Les entreprises bénéficient durant quatre ans d'exonérations fiscales et d'électricité gratuite.

Des fabrications commercialisées par le britannique Tesco proviennent déjà d'Ethiopie et H & M a annoncé le 20 août son intention de s'approvisionner dans le pays<sup>33</sup>. Le fabricant de gants britannique Pittards s'y est installé. Le Groupe britannique Diageo a investi 250 millions de \$. Les Turcs, les Indiens et les Japonais sont présents également.

Le pays s'est engagé dans l'industrie des fleurs qui progresse de façon spectaculaire... tandis que le Groupe français Castel<sup>34</sup> vient de produire, le premier vin éthiopien.

Ce début d'industrialisation nécessite des infrastructures. La géographie impose une contrainte : le pays n'a pas d'accès à la mer. Deux premières solutions, en attendant Berbera (Somaliland) : utiliser un port au Kenya, Mombasa, ou Djibouti. Deux entreprises chinoises vont reconstruire la ligne de chemin de fer d'Addis Ababa à Djibouti. Le 17 décembre 2013, l'Agence de Presse chinoise Xinhua annonce le début des travaux à Djibouti. La China Civil Engineering Construction Corporation a remporté l'appel d'offres. Le coût dans l'Etat de Djibouti est évalué à 600 millions de \$, avancés par la Banque chinoise d'import export.

L'axe routier Addis Ababa-Mombasa est en travaux. Le premier tronçon au sud d'Addis Ababa est financé par la Banque Africaine de Développement et la Corée du Sud.

### ***L'explosion des millionnaires éthiopiens.***

D'après une étude New World Wealth, le nombre de millionnaires en \$ a explosé en Ethiopie de 2007 à septembre 2013, passant de 1300 à 2700, soit l'évolution la plus rapide en Afrique<sup>35</sup>. Evidemment, cela peut s'interpréter comme une confiscation de la croissance au profit de quelques uns. Cela n'est pas notre interprétation, car cette croissance s'incarne en profondeur dans les statistiques démographiques (voir plus haut l'espérance de vie). Au-delà de la corruption qu'il ne faut pas négliger, nous pensons que cette explosion du nombre de millionnaires s'explique principalement par la création de nombreuses PME-PMI qui sont un des moteurs du décollage économique.

### ***Une nouvelle classe d'entrepreneurs éthiopiens est en train de naître, liée à la création de multiples PME.***

## **IV) Afrique de l'Est : vers un réseau électrique interconnecté**

La prochaine et grande usine hydroélectrique éthiopienne qui fonctionnera sera Gilgel Gibe III, fin 2014. Sa capacité, 1870 MWe, doublera presque la production d'électricité du pays. D'autres vont suivre, dont le gigantesque barrage Renaissance, qui, à lui seul, ajoutera près de trois fois la

<sup>32</sup> The Guardian, 20 avril 2013

<sup>33</sup> Cf. Le Point 20/08/2013.

<sup>34</sup> Propriétaire de Nicolas. Le cru éthiopien s'appelle Ziway. Ne semble pas avoir atteint les magasins Nicolas pour le moment.

<sup>35</sup> Cité par The Guardian, David Smith, 4/12/2013.

production actuelle. C'est dire que nous ne sommes qu'au début d'un processus. Mais nous pouvons déjà percevoir les bouleversements en cours. Il y a peu de risques, aujourd'hui que le programme d'électrification éthiopien soit entravé. L'Egypte, isolée et fragilisée, est incapable de retarder les chantiers. Les ONG occidentales sont hors jeu. Les pays voisins, Kenya ou Soudan, espèrent des retombées positives. Par ailleurs, il nous semble que les projets hydroélectriques éthiopiens sont intrinsèquement rentables. Trouver de nouveaux bailleurs de fonds ne devrait pas poser de problèmes. Les Chinois, en y investissant, ne perdront pas d'argent.

Pierre Séjourné, du Service Economique Régional, Ambassade de France au Kenya, écrit : « La donne énergétique en Afrique de l'Est pourrait changer en profondeur avec la mise en place d'un réseau électrique régional interconnecté dont le cœur sera l'Ethiopie, premier producteur d'électricité de la région »<sup>36</sup>.

Le texte indique que six pays sont concernés : outre l'Ethiopie, le Kenya, la Tanzanie, l'Uganda, le Rwanda et le Burundi. Pour notre part, nous pensons qu'il faut ajouter Djibouti et les deux Soudans. En 2030, l'ensemble des six pays mentionnés dans l'étude de l'Ambassade devrait disposer d'une capacité de production électrique de plus de 45 000 MWe (les 2/3 du parc nucléaire français) dont plus de 25 000 MWe en Ethiopie.

***Les plans du Gouvernement Ethiopiens, et singulièrement du Premier Ministre Meles Zenawe prennent corps. Un solide réseau électrique se met en place autour de l'Ethiopie, Il sera et est déjà une pièce maîtresse du développement économique de la région et contribuera d'une manière décisive à son industrialisation.***

Cette perspective d'un grand réseau électrique régional interconnecté est en contradiction avec un certain nombre d'idées circulant au sein de diverses Institutions européennes et véhiculées par des ONG internationales. Suivant celles-ci, l'Afrique ne devrait pas imiter les pays occidentaux, elle devrait bâtir des réseaux d'électricité décentralisés et locaux en refusant notre modèle de grands réseaux électriques interconnectés. Il est clair que l'Ethiopie ne prend pas du tout cette voie et qu'elle entraîne dans son sillage les pays voisins. L'échec de l'action des ONG occidentales pour les barrages du fleuve Omo devrait faire réfléchir. Le seul résultat tangible a été de favoriser l'influence chinoise. L'époque des donneurs de leçons est terminée. L'Afrique va bâtir d'autres grands réseaux interconnectés, en particulier, le tour de celui du fleuve Congo arrivera. Nous avons cité le patron du secteur électrique éthiopien dans une déclaration en 2008 : il prévoyait bel et bien dès cette époque l'existence de plusieurs réseaux régionaux interconnectés en Afrique et au Moyen Orient.

Des réseaux décentralisés existeront certainement, mais leur importance sera marginale. L'Ethiopie s'engage également dans les énergies nouvelles renouvelables : éoliennes et géothermie. Certaines de ces réalisations sont régulièrement mises en exergue dans les médias occidentaux. Mais ne nous trompons pas, *ce sont les grands barrages hydroélectriques qui sont à la base du développement éthiopiens*. Eoliennes et géothermie viennent bien après. Même si l'on peut discuter l'appartenance de la grande hydraulique au secteur des énergies renouvelables<sup>37</sup>, on remarquera que *toute l'électricité éthiopienne est produite aujourd'hui sans dégagement de gaz à effet de serre, donc sans impact sur le réchauffement climatique.*

## V) La Chine, les Etats-Unis, les Anglais et quelques autres

### La Chine.

<sup>36</sup> Ambassade de France au Kenya, 4/12/2013

<sup>37</sup> La grande hydraulique est considérée comme une énergie renouvelable en Europe mais pas aux Etats Unis.

Les Chinois n'avaient pas attendu l'affrontement entre le Gouvernement Ethiopien et les ONG occidentales pour s'intéresser à l'Ethiopie. On consultera avec intérêt le site web « Forum sur la coopération sino-africaine », émanation du Gouvernement de Pékin<sup>38</sup>.

La politique chinoise en Afrique est à long terme. Leur action dans les secteurs électriques, point faible de l'Afrique Subsaharienne, a bien profité d'une stratégie occidentale privilégiant l'électrification rurale et les énergies renouvelables. Autrement dit, les Occidentaux se sont dispersés dans d'innombrables petites installations, peu d'argent restant disponible pour des grands projets structurant. Or ce sont ces derniers qui bâtissent l'avenir.

L'action des ONG occidentales en Ethiopie, inspirée par de telles idées s'est heurtée frontalement au pouvoir politique local. Il en est résulté un sérieux coup de pouce à l'influence de l'industrie chinoise, orfèvre en matière d'hydroélectricité et de lignes à haute tension.

Chemin de fer Addis Ababa-Djibouti, aménagement de zones industrielles, usines à chaussure, énergies renouvelables et naturellement hydroélectricité, les Chinois sont un peu partout et désormais, ils sont les premiers fournisseurs du pays, hors combustibles fossiles.

Ils forment également des étudiants. Le nouveau Président Ethiopien, Dr Mulatu Teshome Wirtu, parle chinois. Il a soutenu une thèse à Pékin. Il y a, naturellement, un Institut Confucius à Addis Ababa<sup>39</sup>.

Ceci étant posé, l'indépendance nationale est une valeur très forte en Ethiopie. Aucun pays ne dispose de privilèges. L'entreprise italienne Salini est très présente sur les chantiers hydroélectriques. Alstom a décroché les premiers contrats de turbines du barrage Renaissance.

## **L'aide publique au développement : Etats Unis et Royaume Uni**

Malgré sa croissance rapide, l'Ethiopie reste un pays très pauvre. Elle bénéficie d'aides publiques au développement, 2,411 milliards d'euros en 2011, soit plus de 10% du PIB. Trois principaux bailleurs, les Etats-Unis, la Banque Mondiale (où les Occidentaux sont puissants) et le Royaume-Uni, fournissent plus de la moitié (56%). Les Etats-Unis, sont les plus importants avec plus de 20%. Le Royaume-Uni fournit plus de 15%. La Commission européenne est plus modeste avec 5% et l'apport de la France est négligeable (10 millions pour 2011<sup>40</sup>). Ces chiffres montrent que la Chine n'est pas le seul pays à s'intéresser à l'Ethiopie. Le portail britannique officiel « GOV.UK » est sans ambiguïté : l'Ethiopie est une « worldwide priority » : « Le pays est une des économies non pétrolières qui croît le plus rapidement au monde... On estime que cela peut durer. » L'apport français était négligeable en 2011: 10 millions d'euros Nous avons redressé la barre en finançant largement<sup>41</sup> une ferme éolienne construite par la firme française Vergnet et inaugurée en octobre 2013. Précédemment Alstom a obtenu un premier contrat de turbines concernant le barrage Renaissance (janvier 2013).

***L'Ethiopie est un pays très ouvert aux investissements étrangers. « Les réalités sont celles d'une région en plein dynamisme, et où il est vivement recommandé de prospecter et d'investir, pas seulement dans le secteur de l'électricité<sup>42</sup>. »***

***Ici comme ailleurs en Afrique, il faudra savoir passer de l'ère de l'aide publique au développement à celle de relations commerciales classiques.***

<sup>38</sup> Version en français : [www.focac.org/fra/](http://www.focac.org/fra/)

<sup>39</sup> Inauguré le 23 février 2010, on y apprend le Chinois, diverses formations, échanges culturels. Affiche 250 étudiants.

<sup>40</sup> France Diplomatie –Présentation de l'Ethiopie.

<sup>41</sup> Aide française au développement +BNP.

<sup>42</sup> France Diplomatie, L'électricité en Afrique de l'Est. Pierre Sejourné. 4/12/2013

